



Le Syndicat National de l'Administration Scolaire, Universitaire et des Bibliothèques

Collèges, lycées, GRETA, EREA, rectorats, DSDEN, CIO, établissements d'enseignement supérieur, Canopé, CNED, CROUS, ONISEP, laboratoires, bibliothèques, Jeunesse et sports...

Après l'austérité Barnier et Bayrou, l'austérité Lecornu ?
**NE LAISSONS PAS FAIRE ! Refusons la régression sociale...
Imposons la justice sociale et fiscale !**

**Dans l'unité, toutes et tous
en grève et dans les manifestations
le jeudi 18 septembre !**

La grève et les actions du 10 septembre ont été un succès avec près de cinq cent mille personnes mobilisées à travers la France — dont de très nombreux jeunes, ce qui est une excellente nouvelle. Les manifestations ont été fortes, malgré la démission de François Bayrou, ce qui aurait pu être un élément démobilisateur et la campagne de peur instituée par le ministère de l'Intérieur.

La conjonction du mouvement citoyen et syndical a permis d'élargir la mobilisation dans un contexte social et politique très particulier et à en assurer un succès qui devra conforter les prochaines initiatives. Et c'est une voie à ne pas négliger pour peser sur la suite. Si l'exaspération était au rendez-vous, elle a démontré aussi le ras-le-bol de la politique actuelle. La fébrilité gouvernementale s'est en partie mesurée par la répression et les abus divers de la police dans les manifestations. Malgré cela, le 10 septembre est un signe encourageant pour élargir le front de la contestation et l'expression des revendications !

Si la démission de Bayrou et la chute du gouvernement ont permis des premiers reculs (les deux jours fériés supprimés ne sont visiblement plus à l'ordre du jour), fragilisant les partisans du camp macronien, la nomination de Sébastien Lecornu est

un signe de mépris fort — un de plus — adressé au pays par le Président. Seul ministre en place depuis 2017 et ministre des armées dont le budget aura triplé sous Macron, il pourrait s'agir-là d'un renforcement assumé d'une politique basée sur le réarmement militaire au détriment des dépenses sociales.

Cette nomination ultrarapide du nouveau Premier ministre montre également la fébrilité ambiante, leur rendant indispensable la recherche rapide d'un soutien de nouvelles forces politiques, ou au moins de leur neutralité, pour la préparation du prochain budget 2026 de l'État, ordre du jour sur lequel Bayrou a chuté.

Malgré les déclarations du nouveau Premier ministre — Sébastien Lecornu affirmant sans rire vouloir des ruptures sur la forme et sur le fond — le cap de l'austérité sera maintenu. Comment pourrait-il en être autrement tant le Président s'obstine à maintenir le fond de sa politique désastreuse ? Il ne faut s'attendre à aucun changement majeur dans ce contexte politique là, ses proches tablant sur un budget 2026 s'inscrivant dans celui de Bayrou avec une possible réduction des coupes à réaliser, de 44 milliards à 38 ou 42. Resteront alors sur la table des coupes austéritaires historiques, jamais atteintes en tout cas !

Syndicat National de l'Administration Scolaire Universitaire et des Bibliothèques - Fédération Syndicale Unitaire

22 rue Malmaison 93170 Bagnolet – 06 45 25 60 91 – secretariat@snasub.fr – <https://snasub.fsu.fr>

Facebook : SnasubFsuNational - Instagram : snasub_fsu - BlueSky : snasub-fsu.bsky.social - LinkedIn : SNASUB-FSU - Telegram : @snasubfsu

Le SNASUB-FSU appelle les personnels administratifs, ITRF et des bibliothèques, contractuel·les ou titulaires, à participer à la grève du 18 septembre appelée par l'intersyndicale FSU, CFTD, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, UNSA, et SOLIDAIRES.

TOUTES et TOUS ENSEMBLE, nous dirons NON à l'austérité Lecornu et revendiquerons :

- le retrait des budgets Macron-Lecornu ;
- la hausse significative de nos salaires, comprenant l'intégration des indemnités mensuelles dans des nouvelles grilles indiciaires refondues ;
- la création massive d'emplois de fonctionnaires ;
- un plan de titularisation des contractuel·les pour en finir avec la précarité ;
- l'abrogation de la réforme Macron des retraites, pour le retour du droit de partir à 60 ans ;
- des moyens de fonctionnement pour l'ensemble des services publics ;
- La prise en charge à 100 % des soins pour tous·tes par la Sécurité sociale ;
- La priorité aux dépenses sociales et non aux dépenses militaires de réarmement ;
- À une égalité salariale entre les femmes et les hommes et des pensions de retraite.

Ce n'est pas en vidant les caisses de l'État et de la Sécurité sociale que les gouvernements parviendront à financer les services publics, nos salaires, nos

retraites ou encore le remboursement des médicaments. Il faut donc aller chercher les moyens qui permettent de rétablir la situation.

Ces moyens existent pourtant : il nous faut imposer une réforme fiscale ambitieuse qui renfloue les caisses de l'État ! Il faut mettre à contribution les plus aisés pour satisfaire les aspirations populaires. Avec 1128 milliards d'euros de patrimoine, les 500 fortunes de France n'ont jamais été aussi riches, bénéficiant d'une accumulation sans précédent alors que les services publics et la population s'appauvrissent. La France est la championne d'Europe des millionnaires avec 2,9 millions de détenteurs de patrimoine supérieur à un million d'euros, devant l'Allemagne et la Grande-Bretagne : symbole criant d'inégalités. Forts de leurs bataillons d'experts fiscaux et juridiques, ces privilégiés optimisent leurs biens et parviennent à payer proportionnellement moins d'impôts que les salarié·es modestes. Comble de l'injustice, la politique gouvernementale dite de l'offre continue à arroser le capitalisme : 211 milliards d'euros d'aides publiques ont été distribuées sans contrepartie aux entreprises, selon le recensement d'une enquête sénatoriale. Une large partie de ces aides se concentre sur les très grandes entreprises et les multinationales, souvent bénéficiaires nets, qui licencient malgré des milliards de profits. Au détriment de la situation de bon nombre de PME et d'artisans.

**Toutes et tous mobilisé·es
le 18 septembre !
En grève, en AG, en manifestation...**

**L'austérité n'est pas une fatalité, refusons
la régression, redistribuons les richesses !**

**POUR LES REVENDICATIONS,
LA JUSTICE SOCIALE ET FISCALE !**

Syndicat National de l'Administration Scolaire Universitaire et des Bibliothèques - Fédération Syndicale Unitaire

22 rue Malmaison 93170 Bagnolet – 06 45 25 60 91 – secretariat@snasub.fr – <https://snasub.fsu.fr>

Facebook : SnasubFsuNational - Instagram : snasub_fsu - BlueSky : snasub-fsu.bsky.social - LinkedIn : SNASUB-FSU - Telegram : @snasubfsu